Zoom
sur

Taïwan abandonnée ? La Chine à l’offensive face au possible désengagement américain

L’arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump est source d’inquiétude pour Taïwan. Le président des États-Unis semble moins préoccupé que ses prédécesseurs par le sort de l’île, ce dont a bien conscience la République populaire de Chine, qui multiplie les opérations d’intimidation.

Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Par Benjamin Blandin,

Doctorant en relations internationales à l'ICP



atellite prise le 25 mars 2025 montre trois barges chinoises reliées par des ponts extensibles au large de la ville de Zhanjiang, dans la province de Guangdong (sud de la Chine). Selon des experts militaires, ces grandes barges pourraient être utilisées pour débarquer du

À LA UNE
THE CONVERSATION

matériel lourd et des milliers de soldats dans le cadre d'une éventuelle invasion de Taïwan. Les trois barges peuvent être reliées par des rampes extensibles pour former une jetée déplaçable de 820 m de long entre les eaux profondes et la terre ferme, selon une note de l'US Naval College. Planet Labs PBC/AFP

À l'initiative de Pékin, les incidents se multiplient entre les deux rives du détroit de Taïwan. Les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, semblent se détourner de Taipei, après plusieurs décennies de ferme soutien.

La posture actuelle de Washington semble s'inscrire dans le désengagement global engagé par l'administration républicaine, ce dont témoigne la récente promulgation (temporairement suspendue depuis) de droits de douane prohibitifs à l'encontre non seulement de leurs adversaires traditionnels mais aussi, voire surtout, de leurs partenaires et alliés, aussi bien sur le continent américain qu'en Europe et en Asie.

Dans ce contexte, Pékin multiplie les infractions à la ligne médiane dans le détroit et à la zone d'identification aérienne de Taïwan, à travers l'envoi de ballons et d'aéronefs de l'armée de l'air chinoise. On observe également des infractions sur le pourtour des îles taïwanaises de Kinmen, située au large de la ville chinoise de Xiamen, et le sabotage de câbles sous-marins entre la pointe nord de l'île principale et l'archipel des îles Matsu.

Les intentions des autorités chinoises sont claires : il s'agit de passer à la phase concrète du « règlement du problème taïwanais ». En témoignent les photos et prises de vue satellite qui attestent la multiplication des exercices de débarquement des forces armées de la RPC impliquant l'usage de barges de grande taille.

La Chine lance des manœuvres simulant un blocus autour de Taïwan, un « avertissement », France 24 (avril 2025)

Différents scénarios d'invasion

Au cours des dernières années, plusieurs scénarios ont été élaborés pour anticiper la façon dont Pékin pourrait s'y prendre afin de forcer une réintégration de Taïwan.

Le premier, issu des exercices de « *wargaming* » menés par Le Pentagone, comprend une attaque de vive force contre Taïwan, une opération d'envergure qui pourrait durer de quelques semaines à plusieurs mois, avec de lourdes pertes pour Pékin.
Le deuxième, élaboré par le think tank américain *CSIS ChinaPower*, annonce l'adoption par la RPC d'une approche coercitive, consistant à imposer une zone de quarantaine, ou plus simplement un blocus économique progressif de l'île, voire la mise en place d'un champ de mines tout autour de Taïwan afin de diminuer voire d'empêcher tout transport de marchandises par voie de mer, cette pression devant finir par faire plier les autorités taïwanaises ou de provoquer des révoltes populaires dans l'île.
Le troisième scénario, imaginé par l'auteur du présent article, entrevoit une prise de contrôle progressive, non létale et séquencée des territoires contrôlés par Taïwan : d'abord les îles les plus proches du continent (Kinmen, Wuqiu, Matsu), puis les deux îles de la mer de Chine méridionale (Pratas et Itu Aba), et enfin les îles Pescadores, le tout par l'emploi de blocus successifs destinés à obtenir la reddition de chacune de ces îles une fois qu'elles seront à court de nourriture, d'eau et de carburant. Un tel développement priverait progressivement Taïwan de ces capteurs avancés, tout en infligeant camouflet sur camouflet aux autorités militaires et politiques de Taipei, sans aller, à ce stade, jusqu'à une invasion de l'île principale.

Taïwan peut-il compter sur les États-Unis ?

Pas vraiment. Donald Trump critique publiquement Taipei pour sa « *dominance* » dans le secteur des puces électroniques, alors qu'il convient de rappeler que leur fabrication ne représente qu'une des nombreuses dimensions de la chaîne de valeur, et que sur un certain nombre d'autres éléments, ce sont les États-Unis qui sont largement en position dominante.

La récente décision de l'entreprise taïwanaise TSMC d'investir 100 milliards de dollars de plus aux États-Unis porte le total de ses investissements à 165 milliards de dollars dans le pays, une somme tout sauf anecdotique. Cet investissement peut se voir comme le pendant civil des commandes d'équipements militaires massives passées par Taïwan depuis l'adoption du Taïwan Relations Act en 1979, au profit premier de l'industrie de défense des États-Unis — une fidélité peu récompensée au regard du retard systématique mis par Washington à honorer ces commandes, souvent livrées avec plusieurs années de retard.

Taïwan : Pékin teste Washington | L'Essentiel du Dessous des Cartes, ARTE (avril 2025)

Au total, Taïwan a passé des commandes pour un montant de 93 milliards de dollars en 2022 (soit 182 milliards en prenant en compte l'inflation), dont 22 milliards sont toujours en attente de livraison. Entre autres matériels, les livraisons de chasseurs F-16 et de missiles ont été retardées à de nombreuses reprises et sont aujourd'hui en retard de plusieurs années sur le calendrier initial.

Les États-Unis se sont pourtant engagés à de nombreuses reprises aux côtés de Taipei lors des crises du détroit de Taïwan, que ce soit en 1954-1955, en 1958 ou en 1995. Même après le départ des forces américaines en 1974 et la reconnaissance par Washington de la Chine communiste en 1979, le *Taïwan Relation Act* a cimenté la relation pour les décennies qui ont suivi et ce soutien a été renouvelé, médiatiquement politiquement, économiquement et militairement, de nombreuses manières.

Pour autant, force est de constater que la politique de pivot vers l'Asie initiée par Barack Obama, après un long focus sur le Moyen-Orient, n'a pas permis de réinvestissement stratégique notable en faveur de Taïwan — tout juste, bien qu'à la marge, en faveur des Philippines —, tandis que le nombre de soldats positionnés au Japon, en Corée du Sud et à Guam n'a cessé de baisser. Et la quatrième crise du détroit de Taïwan, en 2022, n'a donné lieu à aucune réaction américaine suite à la démonstration de force chinoise.

Ce relatif sentiment d'abandon a pu s'amplifier à partir de l'élection de Donald Trump qui, outre sa posture souvent qualifiée de pro-russe sur le dossier ukrainien et sa promulgation de droits de douane très élevés à l'encontre de nombreux alliés (Taïwan n' est à cet égard pas épargné), a prétendu ne pas connaître la signification de l'acronyme « AUKUS ». Or ce programme emblématique initié sous la présidence Biden, qui vise à doter l'Australie d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire afin de renforcer ses capacités dans le contexte de la confrontation des puissances occidentales avec la Chine en Indo-Pacifique, a un intérêt clair aux yeux de Taïwan.

Tout cela, assurément, ne participe pas à la tranquillité d'esprit des élites politiques et militaires de Taipei. Pour autant, la situation actuelle, aussi troublante soit-elle, ne doit pas faire oublier que Taïwan est en train de développer sa propre base industrielle et technologique de défense, avec des succès importants dans le domaine des sous-marins, des navires de surface, des drones et des munitions, y compris des missiles hypervéloces.

La Chine à la manœuvre pour intimider Taïwan

On l'a vu, la Chine fait feu de tout bois pour intimider Taïwan et obtenir sa réintégration par tous les moyens. La dimension militaire n'est pas écartée mais semble n'être sérieusement envisagée qu'en dernier recours, la RPC étant bien consciente des dégâts potentiellement catastrophiques qu'entraînerait pour elle l'échec d'une invasion, et aussi du gigantesque prix humain et économique qu'elle devrait payer pour s'emparer de l'île par la force.

Pour mener à bien son objectif sans recourir à la violence, la Chine emploie donc les trois méthodes suivantes : le déni d'accès, la guerre hybride et les techniques de la zone grise :

La première méthode, potentiellement létale, vise à déployer et à maintenir autour de Taïwan une zone d'interdiction maritime et aérienne ou à minima la capacité de le faire. À cette fin, les forces armées chinoises ont intensifié leur dispositif de radars et de missiles anti-navires et anti-aériens, agrandi et amélioré les bases aériennes le long de la côte, et développé le nombre et la qualité de leurs navires et aéronefs. La marine et l'armée de l'air procèdent par ailleurs au déploiement sans cesse plus régulier et massif de navires et d'aéronefs (y compris des ballons) au sein des eaux et de l'espace aérien taïwanais et conduisent des exercices militaires de façon plus fréquente.
La seconde comprend des moyens administratifs, de propagande et légaux, visant d'une part à contester la ligne médiane dans le détroit, en mer comme dans les airs (par l'établissement et la modification unilatérale de plans de vol pour l'aviation civile au-dessus du détroit), d'autre part à renforcer les liens entre les deux rives du détroit, notamment dans la conduite des affaires et en facilitant l'obtention de quasi-cartes d'identité de la RPC pour les citoyens taïwanais. Les autorités chinoises mènent également une intense guerre de l'information, tant à destination de la population taïwanaise que chinoise.
La troisième comprend le sabotage de câbles sous-marins, les manœuvres navales et aériennes dangereuses et la militarisation de la garde-côtes qui, équipée d'anciennes corvettes de la marine et de capacités de débarquement amphibie, a désormais le droit d' arrêter navires et équipages pour une durée pouvant atteindre 60 jours et de faire usage de la force létale suite au passage de deux lois spécifiques en 2021 et en 2024.

La Chine « encercle » Taïwan : une démonstration de force pour tester Donald Trump ?, ARTE 28 minutes (avril 2025)

Des voisins peu solidaires

Et comme si Taïwan n'avait pas assez de problèmes à régler, certains pays proches n'agissent pas toujours dans son intérêt. Que ce soit les pays du Pacifique Sud, qui s'en détournent chaque année un peu plus en échange d'aides économiques à court terme de la Chine, ou certains pays d'Asie du Sud-Est, dont la Malaisie et Singapour, tous souhaitent publiquement une « réunification pacifique » de l'île à la Chine, reprenant en cela le vocabulaire officiel des autorités chinoises.

Par ailleurs, on a constaté ces dernières années une implication croissante d'influenceurs chinois basés d'un côté comme de l'autre du détroit de Taïwan, voire à l'international, en faveur du rattachement de Taïwan à la Chine. Encore récemment, une citoyenne chinoise résidant à Taïwan du nom de « Yaya » s'est fait connaître après avoir produit et diffusé de nombreux contenus ouvertement favorables à la réunification de Taïwan par la force et a vu son permis de séjour non renouvelé, ce qui ne l'a pas empêchée de venir protester le jour même de son départ contre son expulsion avec un groupe de soutien devant un bâtiment officiel à Taipei.

Chinese Influencer Protests Deportation from Taiwan, TaiwanPlus News (mars 2025)

En majorité, la population taïwanaise ne soutient pas une position de statu quo et ne s'identifie pas à la Chine, mais il est certain qu'elle n'est pas prête à consentir aux sacrifices nécessaires pour se défendre seule.

De plus, les forces armées de Taïwan font face à quatre défis majeurs : le vieillissement de la population, la désaffection pour les carrières militaires, le vieillissement des plates-formes de combat et l'ultra-dépendance à la mer pour les importations et exportations du pays. Dans le même temps, les leçons de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine démontrent que de nouveaux matériels et de nouvelles stratégies existent et pourraient lui permettre de résister en cas d'agression.

Si l'on ne peut pas affirmer que l'île soit totalement lâchée par les États-Unis, ou abandonnée par ces voisins, il est indéniable que Taïwan fait face à des menaces chinoises de plus en plus inquiétantes. Dans ce contexte, une absence de soutien de la part de Washington, sur le plan médiatique comme politique, associée à une cessation de l'aide et/ou des livraisons d'armes, pourrait être perçue par les autorités politiques et militaires chinoises comme un aveu de faiblesse et un signal que le moment propice à une intervention est peut-être arrivé.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 25 avril 2025 – Mis à jour le 12 mai 2025

A lire aussi

À LA UNE

THE CONVERSATION

Tous les tags